

Brochure n° 3104

Convention collective nationale
IDCC : 176. – INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

ACCORD DU 16 MARS 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JANVIER 2017

NOR : ASET1750428M
IDCC : 176

Entre
LEEM

D'une part, et
FCE CFDT
CMTE CFTC
CFE-CGC chimie

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le paragraphe II « Salaires minima professionnels » de l'avenant n° 1 de la convention collective nationale de l'industrie pharmaceutique modifiée, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« II. – Salaires minima professionnels

À compter du 1^{er} janvier 2017, les salaires minima mensuels pour 151,67 heures sont calculés à partir de la formule suivante :

$$y = a + bx$$

y : salaire minimum du salarié en fonction de son groupe et de son niveau de classification.

a : valeur constante, soit 1 442,03 €.

b : nombre de points définis pour chaque groupe et niveau de classification.

x : valeur du point, soit 7,9331 €.

(En euros.)

SALAIRES MINIMA POUR 151,67 HEURES		
Groupe	Points	SMM au 1 ^{er} janvier 2017
1A	6	1 489,63

SALAIRES MINIMA POUR 151,67 HEURES		
Groupe	Points	SMM au 1 ^{er} janvier 2017
1B	8	1 505,50
1C/2A	10	1 521,37
2B	14	1 553,10
2C/3A	23	1 624,50
3B	28	1 664,16
3C/4A	46	1 806,96
4B	54	1 870,42
4C/5A	77	2 052,88
5B	88	2 140,14
5C/6A	118	2 378,14
6B	132	2 489,20
6C	169	2 782,72
7A	183	2 893,78
7B	246	3 393,57
8A	260	3 504,63
8B	335	4 099,61
9A	349	4 210,67
9B	438	4 916,72
10	494	5 360,97
11	550	5 805,22

Article 2

Les parties signataires du présent accord conviennent que le salaire minimum mensuel des salariés des groupes 1A, 1B et 1C/2A est porté à 1 530 € brut, dès que le salarié a 1 an d'ancienneté dans l'entreprise.

Article 3

Conformément à l'article 2 de l'accord collectif du 24 mars 2011 sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les parties signataires du présent accord rappellent l'obligation de l'employeur d'effectuer chaque année la comparaison des rémunérations entre les femmes et les hommes et de prendre le cas échéant, les mesures de rattrapage et de rééquilibrage qui s'imposent.

Elles considèrent que le rééquilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes est un élément essentiel de l'équité dans les politiques salariales et demandent aux entreprises de corriger les éventuels écarts de salaire entre les femmes et les hommes exerçant les mêmes fonctions dans des conditions équivalentes afin de se mettre en conformité avec les dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail.

Article 4

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur à l'issue du délai prévu par les articles L. 2232-6 et suivants du code du travail pour l'exercice du droit d'opposition des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche non-signataires du présent accord.

Article 5

Dépôt

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en deux exemplaires auprès des services du ministre chargé du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 6

Extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 16 mars 2017.

(Suivent les signatures.)